# Les impacts des plantations industrielles de palmier à huile sur les femmes.

Une collection d'informations



Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales http://wrm.org.uy

#### Index

- Une collection d'articles publiés dans le Bulletin du WRM sur les impacts des plantations et la Résistance des femmes
   P. 3
  - Dans l'ombre des entreprises d'huile de palme au Cameroun : le récit des abus subis par les femmes
  - Liberia : Les femmes font entendre leur voix dans les processus de prise de décision
  - Cameroun, les activistes urbains et ruraux contre les abus des monocultures industrielles sur les femmes
  - Cameroun : Les Femmes riveraines assiégées par les militaires, gardiens des palmeraies de la SOCAPALM
  - « Nous voulons récupérer nos terres ! » disent les femmes
  - Les femmes et les plantations : bénéfices ou sacrifices ? L'expérience nigériane
- Partager des expériences d'autres régions

P. 20

- Indonésie : l'exploitation des femmes et la violation de leurs droits dans les plantations de palmiers à huile
- Indonésie : Les plantations de palmiers à huile et la trace de leur violence contre les femmes
- Guatemala et Colombie : Les femmes face aux plantations de palmiers à huile
- Honduras: criminalisation du peuple garifuna qui défend son territoire face à l'avancée du palmier à huile
- La pétition internationale

P. 35

- Pétition: Que cessent toutes sortes d'abus sur les femmes autour de grandes plantations de monoculture d'arbres
- Les déclarations de Mundemba et de Port Loko

P 36

- Déclaration de Mundemba : femmes et expansion des plantations du palmier à huile et de l'huile de palme industrielle
- Déclaration de Port Loko : « Nous voulons récupérer nos terres ! » disent les femmes

# Une collection d'articles publiés dans le Bulletin du WRM sur les impacts des plantations et la Résistance des femmes

### Dans l'ombre des entreprises d'huile de palme au Cameroun : le récit des abus subis par les femmes



Ph: Miriam Gahtigah/IPS

Les crises alimentaire et financière de 2008 ont a très certainement conduit plusieurs investisseurs à se ruer vers l'Afrique qui, au vu du nombre de cessions, est l'un des foyers de ces transactions de terres à grandes échelle. Ces investisseurs sollicitent de plus en plus de grands espaces de terres arables qui sont le plus souvent utilisées par des communautés. Les Investissements Etrangers Agricoles concernent également l'acquisition des actifs agricoles. (1) Ces demandes de terres sont faites pour la plupart de temps en vue de créer de vastes plantations de monoculture. La présence de ces entreprises dans les pays en voie de développement en général et au Cameroun en particulier ne va pas sans heurt pour les communautés.

Au Cameroun, on peut citer de manière non exhaustive des entreprises comme PAMOL (Cameroun), HEVECAM (Singapore), SGSOC (United States), SOSUCAM (France), SOCAPALM (Luxemburg). Par ailleurs les femmes qui sont considérées comme les principales utilisatrices des terres sont souvent les plus atteintes. Elles déplorent la destruction de leurs moyens de subsistance au profit de la rentabilité recherchée par ces entreprises se qui crée une insécurité alimentaire. Elles déplorent également l'instabilité de leur travail, l'absence de liberté d'aller et de venir dans leurs anciennes zones de culture de peur de représailles.

L'objectif de cet article est de revisiter la situation des femmes dans et autour des plantations industrielles au Cameroun. Il s'agit ici de montrer le atteintes et abus que subissent les femmes par rapport au foncier et ceux par elles subies par rapport au sociétal.

Les guerelles sur le foncier : non-respect du droit d'usage, violences et intimidation

L'expansion des plantations industrielles à l'instar du palmier à huile au Cameroun, nécessite de grandes surfaces de terres qui ont pour conséquence la diminution des

espaces autrefois utilisés par les communautés locales plus particulièrement par les femmes.

« La demande en terre pour les biocarburants menace de détourner les produits tels le manioc, l'arachide, le sorgho et le mais du consommateur au profit du carburant. Les produits non comestibles... disputent aussi directement l'usage de la terre fertile avec les produits agricoles... représentent une menace pour les communautés pauvres et font grimper les prix des denrées alimentaires ... ». (2) Or, la principale victime de cette situation est la femme rurale qui utile la terre et les produits de celle-ci comme source de revenu et de subsistance pour le foyer. La raréfaction de la terre est l'une des principales causes de la situation des femmes dans et autour des plantations agroindustrielles. Par ailleurs, les communautés sont de plus en plus englouties par les plantations. Cette situation gère un véritable problème de gestion des rapports entre ces entreprises et les populations riveraines qui se plaignent des mauvais traitements à eux infligés et des cas de violences recensées.

Depuis quelques années en effet, les femmes riveraines des plantations industrielles au Cameroun subissent des violences physiques et psychiques du fait de la recherche de moyens de subsistances devenus rare à cause de la présence de certaine de ces agro-industries. Or, pour l'OMS, la violence peut être définie comme « la menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un maldéveloppement ou des privations. »

Les Champs qui étaient autrefois proches de leurs maisons d'habitations sont aujourd'hui à des distances considérables. L'on a enregistré des cas d'agressions et de viol sur ces riveraines conduisant même parfois à la mort or, celles-ci n'ont rien fait d'autres que chercher à faire survivre leurs familles en ramassant parfois quelques noix de palme dans les plantations de l'entreprise. Accusées de vol, la plupart de ces agressions serait le fait des employés de sécurité recrutés par les entreprises. Qui en plus de les agresser verbalement les menacent aussi physiquement.

Plusieurs, cas de violence ont d'ailleurs été relevés par le passé dans les plantations de la SOCAPALM du fait des agents de sécurité engages. (3) S'il est vrai que ces agressions et viols ait quelque peu diminués, il faut noter que cela a tout de même crée une certaine psychose chez les femmes riveraines. Une maman d'une agroindustrie de la place nous explique qu'avant elle pouvait aller au champ toute seule tôt le matin, mais qu'aujourd'hui il était déconseillé de le faire, elles y vont en groupe de peur de se faire agresser par les vigiles de la plantation dit-elle. En définitive, ces femmes rurales pour la plupart non scolarisée et honteuses de leur situation préfèrent souvent garder le silence sur les exactions par elles subies par le fait de la présence de ces entreprises. Cette situation bien qu'évidente resterait inconnue du public si la société civile était resté silencieuse. A côté des atteintes subies par ces femmes riveraines, il y'a d'autres formes d'abus que subissent les femmes ouvrières de ces industries.

Les atteintes dites sociétales, entre injustice et dislocation des familles

La combinaison de certains facteurs à risque comme la raréfaction des terres, la pression sur les terres, la crise alimentaire et la baisse des revenus issus des plantations rurales ont poussé les femmes qui recherchent un mieux-être à se faire embaucher dans les industries riveraines. En effet, les femmes sont obligées de travailler comme ouvrières dans les plantations où elles font face à de nombreuses injustices ayant pour conséquence la dislocation des familles. Ainsi, font- elles face à des horaires qui les empêchent de véritablement prendre soins de leurs enfants. En effet, elles n'ont pas d'heure fixe de travail Comme beaucoup d'autres femmes qui travaillent dans ces sociétés agroindustrielles.

Mme X estime que : « le travail au sein de ces sociétés est très angoissant et frise même l'esclavage à la limite, la charge de travail est parfois doublée quand nous terminons avant l'heure et le pointage se fait à la tâche c'est-à-dire que tant que la tâche n'est pas terminée nous ne sommes pas pointé.» Ces femmes ont parfois des tâches très difficiles pour leurs conditions physiques, mais par peur de renvois, elles se trouvent obligée de les faire au risque de ne pas être pointés à la fin de la journée. Pour elle, elles « n'ont pas droit à la parole, leur plainte ne sont pas prise en considération au contraire ça favorise la perte des primes et avantages.» De plus, les salaires ne leur permettent pas de s'épanouir et de prendre en charge leurs familles.

Contraintes et injustices semblent être le lot quotidien de ces femmes dans les agroindustries, en effet, **celles-ci n'ont pas le droit de se plaindre de peur de représailles allant jusqu'à des affectations disciplinaires**. « Nous ne pouvons pas nous plaindre, la conséquence immédiate c'est une affectation sans tenir compte de ton statut matrimonial. J'habitais Douala avec ma famille, j'ai été affecté à Kribi laissant mon mari et mes enfants. » Elle ajoute d'ailleurs : « C'est trop injuste et triste. »

Une autre catégorie de femmes travaillant dans ces industries celles recrutées par les soustraitants, elles n'ont droit à aucun des avantages (assurance, soins médicaux, congés de maternité, etc.)

Au total, il apparait que la conduite des investissements étrangers dans le foncier agricole au Cameroun est un sujet brûlant d'actualité et qui mérite d'être pris très au sérieux surtout que les droit des femmes sont parfois bafouées quand on sait que la femme est la mère de la société en Afrique Ainsi, les riveraines réclament chaque jour la prise en compte de leur droit. Tandis que celles qui travaillent dans les entreprises réclament la justice et de meilleures conditions de travail.

Michele ONGBASSOMBEN, <u>michelebatende [at] yahoo.fr</u> Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), <u>www.cedcameroun.org</u>

- (1) D'après les chiffres du gouvernement, le Cameroun a capté 348,2 milliards de francs Cfa d'investissements directs étrangers (IDE) au cours de l'année 2013. Seulement 4,1 milliards de francs Cfa relevaient du secteur agricole Voir <a href="http://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2309-5666-le-cameroun-a-capte-348-milliards-de-fcfa-d-investissements-directs-etrangers-en-2013">http://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2309-5666-le-cameroun-a-capte-348-milliards-de-fcfa-d-investissements-directs-etrangers-en-2013</a>
- (2) MUNZARA, A.2011, Land grabbing, Undermines food security in West Africa, FECCIWA/ACCEAO
- (3) http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-2706.htm

### Liberia : Les femmes font entendre leur voix dans les processus de prise de décision



Liberia. Ph.: Natural Resource Women Platform.

Les voix et les témoignages des femmes qui dépendent des forêts sont souvent rejetées, ignorées ou passés sous silence. Les femmes se voient souvent refuser un rôle actif dans les processus décisionnels locaux, en particulier lorsqu'il s'agit de prendre des décisions sur des questions foncières. Elles ne sont pas prises au sérieux alors que ce sont elles qui réalisent la plupart des activités liées à l'agriculture, tout en dépendant des forêts pour se procurer de la nourriture, des médicaments et de l'eau pour leurs familles et leurs communautés. Cela constitue une forme très répandue de violence contre les femmes.

L'absence d'expression des femmes dans les processus décisionnels a provoqué des manifestations, des conflits et des émeutes autour de concessions foncières à grande échelle, en particulier dans le cas du palmier à huile. Les femmes se réunissent et commencent à demander aux sociétés concessionnaires de quitter leurs terres. Le refus d'accorder aux femmes une participation significative aux processus de prise de décision a tout d'abord permis aux sociétés concessionnaires de prendre plus facilement le contrôle des terres communautaires.

#### Une plate-forme pour faire entendre la voix collective des femmes

La Plateforme femmes et ressources naturelles (Natural Resource Women Platform - NRWP) a été créée en 2010 sous le nom de Plate-forme libérienne des femmes pour les forêts (Liberian Forest Women Platform). La plate-forme a été créée à mesure que nous reconnaissions l'importance pour les femmes de pouvoir s'exprimer : le droit à l'autodétermination, à la participation, au consentement ou à la dissidence; vivre et participer, interpréter et raconter. Les femmes dépendantes des forêts des 15 comtés du Liberia se sont rassemblées pour créer cette Plate-forme pour s'organiser contre la marginalisation que leur font subir les élites féminines rurales – celles qui sont invitées à des réunions de prise de décision au nom des femmes tributaires des forêts ; la violence et les abus imposés par la mise en exploitation des terres des grandes concessions ainsi que les difficultés incessantes face au changement climatique.

En 2012, suite aux progrès réalisés par la Plate-forme libérienne des femmes pour les forêts, d'autres femmes – telles que des femmes provenant de communautés rurales qui ont migré

vers des milieux urbains à la recherche de moyens de subsistance dans le commerce, les mines, le concassage de pierres ou la production de charbon de bois, ainsi que les femmes participant à *Gogbachop* (activités en dehors de la ville) - ont ressenti le besoin de rejoindre la plate-forme. Leur argument était que, elles aussi, sont confrontées aux mêmes problèmes et difficultés que les femmes dépendant des forêts, c'est-à-dire, les femmes qui dépendent des forêts pour leur subsistance en récoltant des plantes médicinales, de la nourriture, des champignons, du miel, des épices, du bois, de l'huile de palme, de pilons destinés au battage, etc. Après plusieurs consultations, lors de la réunion biannuelle de l'Alliance pour la démocratie rurale qui s'est tenue en 2012 à Kun Town, dans le comté de Grand Cape Mount, au Liberia, la Plate-forme libérienne des femmes pour les forêts s'est ouverte à d'autres femmes et a changé son nom pour exprimer plus d'inclusivité. Elle est ainsi devenue : La Plate-forme femmes et ressources naturelles.

Lors de la création de la Plate-forme, les femmes ont convenu des buts et objectifs servant de base pour régir et guider ses activités. Parmi celles-ci : créer un lien entre toutes les femmes dépendantes des ressources naturelles, sur la base du respect de l'autre et d'un vif intérêt pour les idées des autres ; recueillir et compiler les connaissances des femmes qui dépendent des ressources naturelles en ce qui concerne la propriété foncière et leurs droits sur la forêt; soutenir l'expression de ces femmes contre la mauvaise utilisation des ressources de leurs communautés, notamment par la participation aux processus de prise de décision, grâce à leur organisation et à des activités d'apprentissage afin de contrôler et prendre soin de leurs ressources ; favoriser l'accès des femmes à davantage de possibilités et de droits de participer au partage aux bénéfices tirés de leurs ressources et trouver des moyens faciles pour qu'elles puissent se rendre sur les marchés pour vendre leurs produits ; offrir des espaces grâce auxquels elles peuvent partager des idées et des expériences dans leur quête de justice ; lutter pour l'égalité des droits et la propriété des ressources naturelles et des forêts par les femmes afin de lutter contre leurs mauvaises conditions de vie : s'efforcer de les amener à éviter de porter un regard dévalorisant sur elles-mêmes ; faire ressortir le rôle et l'importance des ressources naturelles dans l'histoire des communautés au Liberia.

#### Une question de pouvoir

Empêcher les femmes d'avoir voix au chapitre est un moyen de leur imposer des décisions qui détermineront fondamentalement la vie des femmes, y compris en les amenant à faire des choses qui pourraient contredire leur volonté, leurs désirs, leurs intérêts, leur santé, leur croyance et/ou leur survie. Si la voix des femmes est entendue dans les décisions relatives à l'utilisation et au contrôle des terres et des forêts, elles peuvent mieux s'organiser et mener des activités qui peuvent aider à réduire certains des problèmes de subsistance de la communauté.

Le plaidoyer en faveur des droits humains est devenu très populaire ces dernières années au Liberia et les défenseurs des droits humains se battent pour mieux faire entendre la voix des femmes qui subissent des violences. L'acquisition de vastes superficies de terres pour l'exploitation minière, l'agriculture et la sylviculture porte atteinte aux droits fondamentaux des communautés locales, notamment leurs droits à la vie et aux terres communales. Les décisions sur la participation pleine et égale des femmes à la vie publique devraient également garantir la non-discrimination dans tous les aspects de la vie politique,

économique et sociale ainsi qu'une participation pleine et égale à la prise de décision et l'accès au pouvoir à tous les niveaux. Lorsque des aménagements fonciers de grande ampleur empiètent sur les terres communautaires, le fait de ne pas pouvoir participer de manière significative aux processus décisionnels renforce les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées pour trouver des moyens de subsistance pour leurs familles et leurs communautés, tout en intensifiant les violences exercées contre les communautés quand elles protestent contre ces accaparement de leurs terres. Là-bas, protester revient à vivre sous une menace de mort incessante.

Par exemple, une défenseuse des droits humains a été victime d'une arrestation. Elle a été battue et torturée pour s'être élevée contre les grandes concessions qui se sont emparées de ses terres et forêts coutumières dont elle a dépendu toute sa vie. Les décisions discutées n'ont tenu aucun compte de ses idées – et de celles des autres femmes – sur l'importance de l'utilisation des terres et des forêts pour leur subsistance, et les difficultés/problèmes auxquels elle devrait faire face quand la terre et la forêt n'existeraient plus, pas plus que des moyens de subsistance qui pourraient pallier l'absence de terres et de forêts.

Le Liberia a signé des instruments internationaux importants qui reconnaissent et garantissent l'égalité des droits des femmes, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Il est clair que la participation pleine et égale des femmes à la prise de décision devrait être un point de départ. À de nombreuses reprises, les voix des femmes se sont révélées être des voix dynamiques de changement, galvanisant tout le monde en incitant chacun à s'impliquer pour revendiquer ses droits, renforcer ses communautés et protéger ses forêts et ses terres. Le refus d'accorder aux femmes une participation significative aux processus de prise de décision a permis aux sociétés de plantations de prendre plus facilement le contrôle des terres communautaires.

Voici ce que dit une défenseuse des droits de l'homme à propos de l'une des plantations de palmiers à huile de Golden Veroleum Liberia (GVL) :

« Mon grand-père est né ici et moi, j'ai été ici toutes ces années, jusqu'à maintenant. Pendant tout ce temps, nous avons vécu de façon agréable sur notre terre natale jusqu'à l'arrivée de Golden Veroleum. Ensuite, ils sont venus, nous ne sommes pas opposés à leur venue. On nous a dit que l'entreprise avait besoin de terres pour la pépinière, pour leur huile de palme. Plus tard, nous avons appris qu'ils étaient là pour faire des plantations sur toutes nos terres et ils nous ont dit que la terre n'était pas la nôtre mais celle du gouvernement. Où espèrent-ils que nous allons nous installer, dans le ciel ? Nous ne sommes plus d'accord avec leurs activités. Ils nous ont trompés. Il faut qu'ils partent. Nous ne voulons pas d'eux ici. »

Empêcher les femmes d'avoir une expression et une opinion dans les processus de prise de décision à n'importe lequel des niveaux auxquels elles souhaitent participer est une forme de violence à leur encontre. Il est nécessaire et indispensable que la voix des femmes soit réellement entendue!

The Natural Resource Women Platform (NRWP), nrwomenplatform [at] gmail.com

### Cameroun, les activistes urbains et ruraux contre les abus des monocultures industrielles sur les femmes



La ruée vers les terres agricoles en Afrique pour des grandes exploitations de monocultures s'accélère à la fin des années 2000. Elle s'amplifie aujourd'hui avec les politiques d'émergence qui considèrent ces initiatives comme des grands projets de développement, créant des emplois et de la valeur ajoutée. Ils sont en général bien accueillis par des décideurs nationaux et locaux partout où ils s'installent. Il faut impérativement porter la casquette d'activiste pour parvenir à démontrer et à imposer la nécessité de protéger les exclus de ce système.

«Le temps est proche: les activistes ruraux et urbains transforment la vie des femmes» est le thème choisi cette année par Onu-Femmes Afrique, à l'occasion de la 33ième journée internationale de la femme. Ce thème donne à nous activistes, engagées dans l'amélioration des conditions de vie des femmes, l'occasion d'interpeller l'opinion publique sur le cas particulier des femmes rurales, victimes des accaparements des terres. C'est aussi une occasion idoine de parler des abus dont ces femmes sont victimes en partageant les possibilités d'actions dans le but d'intensifier les luttes contre ces discriminations et ces violations.

#### Des riveraines abusées

Ravisons-nous, les grands projets agricoles entretiennent un système de paupérisation des populations riveraines, en lieu et place du développement que prônent ces compagnies et leurs alliés. Les femmes, cheville-ouvrières de la cellule familiale, sont les plus atteintes.

Partout en Afrique où ces plantations sont développées, les femmes vivant à l'intérieur ou autour des grandes exploitations de monoculture d'arbres subissent des abus similaires :

-Le risque d'être violées à l'intérieur et autour des champs augmente pour les femmes riveraines aux plantations et les violeurs restent souvent impunis. Les plantations occupent généralement les terres situées autour des villages. C'est pourquoi, pour pouvoir accéder aux petites parcelles des champs en périphérie des plantations, les femmes doivent parcourir

de longues distances à pied à travers les monocultures surveillées par des agents de sécurité, sur des routes peu fréquentées par ailleurs parce qu'elles sont souvent des voies privées des entreprises de plantation.

- Dans les zones d'exploitation du industrielle, les femmes riveraines sont parfois fouillées jusqu'à leur intimité, violentées, torturées et trainées en justice parce qu'elles détiennent quelque noix ou de l'huile de palme, même si ces produits viennent de leurs propres plantations. Elles sont ainsi interdites de consommer les sous produits de palmier à huile alors qu'ils constituent la base même de leur alimentation. Des agents de sécurité sont même entrés dans des maisons pour inspecter ce que les femmes cuisinaient, et sont allés fouiller dans les effets personnels à la recherche d'huile de palme. Toute huile découverte par les agents de sécurité est généralement détruite même si les femmes déclarent que l'huile provient de leurs propres plantations. Ou ils peuvent détruire de l'huile de palme traditionnelle que les femmes vendent sur les marchés locaux près des plantations.
- Ces femmes sont obligées de travailler comme ouvrières dans les plantations afin d'obtenir un moyen de subsistance où elles sont soumises à des horaires et à des salaires qui ne leurs permettront jamais d'assurer l'éducation des enfants ;
- L'avenir des enfants est compromis. Ces derniers, souvent sous scolarisés, sont des précaire et surexploité ouvriers ou au chômage. Souvent, autour des plantations, le nombre de jeunes, même mineurs, des enfants qui se livrent à la drogue, au vol, à l'alcool et qui sont régulièrement incarcérés est augmenté;
- Celles qui veulent résister aux plantations qui s'emparent de leurs terres communautaires sont menacées par le système mis en place par les compagnies qui exploitent leurs terres et leur vie est en danger ;
- Les terres où ces paysannes avaient toujours produit des aliments, pour nourrir leurs familles, leurs sont arrachées. Elles y sont souvent expulsées sans compensation rationnelle et durable. Elles se trouvent obligées de parcourir des longues distances, voire des dizaines de kilomètres pour trouver des terres cultivables. Elles prendront ces terres en location pour faire des cultures à chaque saison jusqu'à l'épuisement du sol. Pour finir, soit elles manquent de la nourriture pour la famille, soit c'est de la nourriture de mauvaise qualité qu'elles se trouvent obligées de consommer. Tous les villages riverains de ces exploitations de monoculture d'arbres se caractérisent par la famine, la malnutrition et la dépendance alimentaire ;
- Les forêts et la biodiversité, creuset de leurs valeurs traditionnelles, où elles tiraient l'essentiel de leurs ressources économiques et culturelles sont littéralement détruites, fragilisant les femmes, diminuant de façon drastique leurs revenus et aggravant les changements climatiques ;
- Partout en Afrique, les belles promesses faites aux communautés par les compagnies qui accaparent ces terres, qui devaient installer les infrastructures sociales (adductions d'eau, construction et équipement des écoles et hôpitaux) ne sont jamais tenues ;
- Elles manquent d'eau potable, les nappes phréatiques sont polluées par les produits chimiques provenant des plantations ;
- C'est dans ces villages riverains que se drainent les eaux usées provenant des usines, mettant permanemment en danger la santé des riveraines et leur progéniture.

Pour ces femmes, tous les malheurs qui leur arrivent prennent leurs origines avec l'implantation de la compagnie qui exploite les terres.

#### L'heure est à l'action pour les activistes urbains et ruraux!

Des actions urgentes, à court et moyen termes sont préconisées. C'est le moment ou plus que jamais la solidarité féminine légendaire doit s'exprimer. Seule, la mutualisation des forces, des énergies, des ressources, des stratégies pourra faire avancer la cause contre le mal être des femmes riveraines des monocultures d'arbres. Cet élan de solidarité doit s'exprimer dans des alliances formelles et informelles qui commencent dans les communautés, s'intensifie dans le pays, les sous régions pour atteindre le niveau du continent africain et mondial.

L'heure est venue d'entendre les voix et les luttes de ces millions de cfemmes et de se lever radicalement en solidarité avec elles pour transformer partout la vie de ces femmes riveraines. Si nous ne faisons rien, nous risquerons d'être complices de ce système impérialiste qui promeut un développement exclusif, crée une nouvelle génération de populations vulnérables, amplifie les discriminations faites aux femmes, crée des bases arrières pour la migration clandestine, car c'est le mal être dans son lieu de vie qui pousse le jeune à l'aventure au risque de sa vie.

#### L'action, c'est maintenant!

Depuis bientôt trois mois, le Réseau des acteurs du Développement Durable (RADD), une association du Cameroun, avec ses partenaires ont lancé une pétition africaine pour que cessent ces exactions sur ces femmes. En vous faisant tenir ce lien, nous vous invitons à la signer et à la faire signer, <a href="https://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/petition-que-cessent-toutes-sortes-dabus-sur-les-femmes-autour-de-grandes-plantations-de-monoculture-darbres/">https://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/petition-que-cessent-toutes-sortes-dabus-sur-les-femmes-autour-de-grandes-plantations-de-monoculture-darbres/</a>.

C »est à la suite des visité des villages impactés au Cameroun, au Gabon et en Sierra Léone que nous avons senti la nécessité de faire monter les doléances de ces femmes jusqu'aux décideurs.. Dans cette pétition, ces femmes impactées, dans leur grande majorité, exigent que leurs terres leurs soient rétrocédées. Elles veulent être impliquées dans les sphères qui décident sur la gestion de leurs terres. En faisant signer cette pétition, vous contribuez à contraindre les décideurs stratégiques à réviser leur politique et à repenser les modes de cession des terres dans les pays africains.

#### Densifier les luttes pour la défense des droits de ces riveraines.

Mais déjà, face à la précarité de leur situation, ces femmes impactées sollicitent des accompagnements dans

 L'assistance et le conseil juridique pour les femmes impactées, ces leaders et activistes féminins qui subissent des menaces, trainées en justice par ce qu'elles ont résisté à ces multiples abus. Cette demande devient très importante parce que porter plainte contre la police est inutile et expose souvent les femmes à encore plus de violences;

- Le renforcement des capacités des femmes impactées dans la connaissance et la défense de leurs droits. Souvent, particulièrement dans les régions rurales isolées, les femmes sont abandonnées, sans accès à des informations qui sont vitales pour qu'elles puissent s'organiser et demander le respect de leurs droits;
- La sécurisation des activistes qui sont régulièrement menacées dans leur vie ;
- La création et le développement des alternatives économiques. Elles se doivent de développer des activités génératrices de revenus pour aspirer à une autonomie ;
- L'accès aux infrastructures sociales (eau potable, énergie, éducation, santé...);
- La mise en application des accords signés avec les autres parties. Une fois installées, les compagnies qui exploitent leurs terres ne respectent plus les engagements sociaux vis-àvis des riverains :
- La révision des processus de cession des terres qui ne prennent pas en compte les avis des riveraines, les exclus des sphères de décisions, les discriminent, les défavorisent.

Voilà entre autres, des axes d'actions qui nécessitent une intervention urgente pour améliorer le cadre de vie de ces femmes rurales.

Joignons-nous aux activistes du monde entier pour que cessent ces discriminations faites à ces riveraines !

Marie Crescence NGOBO

La Secrétaire Exécutive , Réseau des acteurs du Développement Durable (RADD), Cameroun

### Cameroun : Les Femmes riveraines assiégées par les militaires, gardiens des palmeraies de la SOCAPALM



Depuis qu'elle a implanté les plantations de palmiers à huile dans la zone du Dibombari, dans le sud-ouest du Cameroun, la SOCAPALM, qui fait partie du groupe multinational agroalimentaire SOCFIN (1), affecte des gardiens pour éviter que les noix soient dérobées par les riverains. Il s'agissait d'abord des sociétés de gardiennage qui étaient chargées de surveiller les plantations. Mais, de plus en plus, **les riverains vivent l'arrivée des militaires dont les interventions côtoient celles observées dans les zones en guerre**.

En témoignage à ce phénomène, une riveraine décrit comment elles vivent cette situation sous le regard complice des chefs de village et face à des militaires qui se croient tout permis.

#### Les riveraines prisonnières dans leur village

- « Tu veux fermer ta maison, tu trouves les hommes armés. C'est pour chercher quoi ? »
- « Tu trouves les hommes armés partout »
- « Tabasser les gens partout, taper, tout ça »

Voilà le vécu quotidien au village de Mbonjo 1, décrit et décrié par les femmes, riveraines des palmeraies de la SOCAPALM dans la zone de Dibombari, dans le Littoral au Cameroun. Cette situation a amené une vingtaine de femmes à sortir le 29 janvier 2018, pour exprimer au chef du village leur ras le bol par rapport à la présence de gardes armés et de militaires dans leurs villages et les plantations qui encerclent leur communauté.

« Non seulement la SOCAPALM s'est accaparée nos terres, mais aussi, nous subissons l'omniprésence des militaires armés. »

C'est depuis le 08 décembre 2017 que les militaires prennent position dans le village. Les femmes de Mbonjo 1 ne refusent pas la présence des militaires pour garder les champs de la SOCAPALM. Mais, nous ne voulons pas de ces militaires derrière nos maisons, dans nos

cuisines. Ces forces de l'ordre tabassent les femmes et les jeunes, les menacent pour les noix de palme et comme si cela ne suffit pas, ils passent leur temps derrière les cuisines de ces femmes. A Mbonjo 1, il n y a plus d'intimité, à cause des militaires qui, au lieu d'aller dans les plantations de SOCAPALM garder les noix, passent plutôt leur temps à influencer les femmes et les jeunes dans le village. De surcroit, ces militaires ne présentent aucun document qui les autorise à fouiller les maisons, à casser les portes et à taper sur les villageois. Cette présence commence à créer des tensions dans le village parce que ces militaires abusent de leur pouvoir.

« On dort la nuit, les militaires sont dans nos maisons. Il y a les palmiers dans nos maisons? Les palmeraies c'est en brousse, ce n'est pas dans les maisons. C'est le pourquoi nous sommes là mais le chef nous a chassé. Il ne nous a pas bien accueilli. Les militaires sont partout, partout. On a fait quoi à Mbonjo1 ? Tu veux fermer ta maison, les militaires sont là, armés. Ils veulent quoi ? »

Les femmes de Mbonjo 1 en ce moment n'ont que de questions, sans réponses face à cette présence de militaires. Elles sont comme désemparées, sans solutions, dépassées, par ce qui leur arrivent.

Les interventions de ces militaires s'opèrent souvent sans une autorisation formelle qui leur permet de s'infiltrer dans notre environnement vital et sans justifications aucunes. Nous voulons encore et aspirons à un environnement et un cadre de vie moins stressant. Pour nous femmes, notre malheur c'est d'être natives de Mbonjo1 alors que nous n'avons pas choisi et n'y avons même pas contribué. Cela nous arrive comme un mauvais sort. Mais, nous croyons et sommes déterminées à changer cette situation. C'est ce qui nous a conduits chez le chef de village.

#### Des militaires qui se croient tout permis

Foncièrement, les femmes dans leur grande majorité ont peur des militaires.

Nous savons qu'il nous sera difficile d'avoir gain de cause face à ces hommes en tenue. Ces derniers savent aussi que s'ils commettent une violence sur nous et nos enfants ou nos maris, rien ne leur arrive. Ils ne seront même pas inquiétés. Ils seront mutés au plus tôt et continueront à vaguer à leurs occupations par ce qu'ils ont le soutien total de la Compagnie.

Les femmes reconnaissent la force de la compagnie seulement parce que jusqu'alors, les décisions de justice rendues en faveur de ces femmes abusées ne sont jamais exécutées. L'exemple le plus connu est celui d'une femme qui a perdu son enfant par suite d'un avortement parce qu'elle a été tabassée par les gardes de la SOCAPALM, il y a de cela 6 ans. Au tribunal de Mbanga, la dame a eu gain de cause. Mais, la SOCAPALM a interjeté appel et le procès se poursuit dans un tribunal de Douala dont dans la capital économique du Cameroun. La prochaine audience se tiendra le 23 mars 2018.

#### Les chefs de villages passifs

- « Nous ne sommes pas venues pour la guerre, nous sommes venues pour la paix et finalement c'est déjà la guerre entre le chef et nous, les femmes de Mbonjo 1. »
- « Nous voulons l'aide de notre père c'est pour cela que nous sommes venues chez notre père, nous voulons la paix. Mais, il nous a chassées. »

C'est un comportement qui surprend les riveraines. Car, c'est auprès du chef de village que ces femmes entendent trouver les réponses à leurs questions. Mais malheureusement, ce dernier ne les reçoit pas. Comment et auprès de qui vont-elles comprendre ce qui leur arrive. C'est une autre déception à laquelle ces femmes font face.

On s'attendait à ce que le chef écoute les femmes et pourquoi il ne pas prenne notre défense. Pourtant, le chef de village a la mission de protéger ses populations. Mais au contraire, ce dernier ne nous reçoit même pas pour nous écouter. Comment est-il possible qu'un chef voie une vingtaine de femmes devant sa porte et ne cherche pas à comprendre les raisons de cette présence.

De plus en plus, il y'a les chefs de village qui bénéficient des largesses de la SOCAPALM. Ces derniers arrivent par la suite à poser des actions au détriment de leurs populations. L'attitude de ces chefs laisse à croire qu'ils sont de ceux là. Ils sont en complicité avec la compagnie et laissent périr leur peuple. Cet égocentrisme crée encore un fossé entre les populations riveraines et la compagnie parce que celui qui devait servir d'intermédiaire ne s'ouvre pas à ses populations pour recueillir leurs plaintes pour les transmettre afin que ces solutions qui arrangent chaque partie soient trouvées et que la Paix et le Développement durables suivent.

Cette action exprime la profondeur du mal être que la SOCAPALM crée et entretien pour les populations riveraines. Les femmes sont devenues des prisonnières dans leur village où elles vivent constamment dans la peur.

Ils ont arraché nos terres qu'ils exploitent. Que la SOCAPALM nous laisse en paix dans nos cases. Nous sommes fatiguées de subir ces exactions que nous appliquent les forces de l'ordre, à nous ainsi qu'à nos familles. Nous sentons comme abandonnées à nous-mêmes. Nous battons comme nous pouvons pour rendre notre environnement vivable. Nous appelons à la mobilisation de la solidarité au delà de nos frontières du village. C'est un cri d'alarme que nous laçons pour sauvegarder notre droit à la vie, notre liberté. Nous sommes déjà obligées de subir la faim, condamnées à la pauvreté mais nous n'acceptons plus qu'on nous prenne notre liberté, c'est tout ce qui nous reste.

#### Marie Noël ETONDE

Présidente des femmes de la Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun (SYNAPARCAM)

\*\* Lire plus loin sur les impacts de SOCAPALM dans le village de Mbonjo: «L'accaparement des terres dans le village de Mbonjo au Cameroun déplace la population et ne respecte pas les cimetières ancestraux. »

Article de Jaff Bamenjo, Coordinateur de RELUFA, Joining Hands Cameroun (en anglais) : <a href="https://www.presbyterianmission.org/together-justice/2017/12/06/palm-plantation-invades-ancestral-lands/">https://www.presbyterianmission.org/together-justice/2017/12/06/palm-plantation-invades-ancestral-lands/</a>

(1) Le gouvernement au Cameroun a créé la SOCAPALM en 1968, une entreprise nationale de palmiers à huile qui a été privatisée en 2000 et vendue au Groupe SOCFIN, une multinationale agroalimentaire contrôlée par la famille belge Fabri (50,2 % des actions) et le groupe français Bolloré (39 % des actions). En savoir plus sur les impacts des plantations de SOCFIN en Afrique à: <a href="https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-plantations-de-socfin-en-afrique-des-lieux-de-violence-et-de-destruction/">https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-plantations-de-socfin-en-afrique-des-lieux-de-violence-et-de-destruction/</a>

### « Nous voulons récupérer nos terres ! » disent les femmes



Les grandes plantations en monoculture « dérobent aux femmes tout ce qu'elles ont en s'emparant des terres agricoles et des forêts dont dépendent les femmes pour leurs moyens de subsistance et nourrir leurs familles ». Ces termes sont utilisés dans la déclaration finale d'un atelier organisé à Port Loko, au Sierra Leone, en août 2017, qui a réuni des femmes des régions Nord, Sud et Est du Sierra Leone. (1)

L'atelier visait à leur offrir un lieu pour partager, échanger et dénoncer leurs expériences particulières en tant que femmes confrontées à une expansion inquiétante des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les multinationales de l'agroalimentaire, soutenues par des gouvernements et des forces de sécurité, occupent des millions d'hectares de terres qui appartiennent aux communautés, au prétexte de la promesse fallacieuse d'apporter un soi-disant « développement ». Cette occupation et ces violences ont entraîné des conséquences désastreuses pour les communautés, les femmes et leur environnement.

Les femmes expliquent comment les entreprises ont pris et détruit la plupart de leurs terres agricoles et de leurs forêts tout en détournant des rivières voisines pour irriguer les palmiers. Elles ont expliqué le harcèlement, le contrôle systématique et la violence auxquels elles sont confrontées de la part de la police et des agents de sécurité des entreprises, si elles sont surprises à l'intérieur des zones de plantation ou arrêtées avec des noix de palme en leur

possession. Elles sont accusées de voler alors qu'elles utilisent les produits des palmiers à huile traditionnellement depuis des générations: Les femmes ont aussi dénoncé le fait que l'expansion des plantations a aggravé « les violences sexuelles comme des viols et d'autres sortes de harcèlement sexuel, avec pour conséquence que les femmes ne peuvent plus circuler librement et ont peur de quitter leurs maisons ou d'aller au travail ».

Cependant, contre toute attente et malgré les abus et la criminalisation à l'encontre des femmes qui dénoncent les impacts des plantations, elles continuent de résister à ces entreprises et à leurs alliés afin de récupérer leurs terres et leurs forêts.

Les récits échangés par les femmes participant à l'atelier au Sierra Leone ne sont toutefois pas des témoignages isolés. Les communautés traditionnelles et dépendantes des forêts dans le monde entier, que ce soit en Asie, en Amérique latine ou en Afrique, qui ont été dépossédées de leurs terres et de leurs traditions, rapportent de la même manière des témoignages de résistance, de criminalisation et d'oppression.

Encore une fois, WRM se joint à la Journée internationale des luttes contre les plantations forestières en monoculture (21 septembre) afin de faire entendre les nombreux témoignages et les voix des communautés locales opposées aux plantations industrielles. Des voix qui sont le plus souvent étouffées au moyen de la répression, de la violence structurelle et du racisme imposés depuis l'ère coloniale. Une répression, une violence et un racisme qui sont renforcés par les pouvoirs économiques et politiques déterminés à poursuivre et développer cette industrie destructrice. Les gouvernements, les systèmes de certification, les entreprises du secteur papetier ainsi que de la bioénergie et du carbone, les spéculateurs fonciers, les bailleurs de fonds, les agences d'aide au développement, les agences internationales de foresterie, les médias traditionnels, entres autres, interviennent tous dans cette expansion et en partagent la responsabilité.

Au Sierra Leone, les femmes ont déclaré qu'elles voulaient récupérer leurs terres et leurs forêts « pour nous assurer des moyens d'existence qui permettent une vie saine et épanouie, dans la dignité, pour nos communautés ». Ce bulletin, publié dans le cadre de la journée du 21 septembre, vise à aider à briser le « silence » imposé et il est donc consacré aux nombreuses voix et aux témoignages de la résistance à l'expansion des plantations industrielles dans le monde entier.

#### Bulletin 233

(1) Déclaration de Port Loko, <a href="http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/declaration-de-port-loko-nous-voulons-recuperer-nos-terres-disent-les-femmes-2/">http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/declaration-de-port-loko-nous-voulons-recuperer-nos-terres-disent-les-femmes-2/</a>

# Les femmes et les plantations : bénéfices ou sacrifices ? L'expérience nigériane



Au Nigeria, les concessions forestières – y compris dans les réserves et dans les terres arables communales – sont accaparées par des multinationales et des négociants en plantations, avec l'aide de quelques fonctionnaires gouvernementaux, pour y faire des plantations industrielles d'arbres destinées à approvisionner les marchés mondiaux et à remplir des poches privées. Les espèces prépondérantes que l'on plante au Nigeria sont l'hévéa, le palmier à huile, le cacao et, ces derniers temps, le gmelina, le bananier et le manioc. Toutes ces plantations visent à approvisionner les marchés internationaux, pour les êtres humains et pour les machines d'Europe, d'Amérique et d'une foule de pays du Sud. En général, ces plantations se font sans appliquer les procédures prévues, comme l'obtention du consentement préalable, libre et informé de la population, et sans considérer les femmes, les enfants et les hommes qui dépendent des forêts pour leur survie.

La destruction de la forêt comporte l'expulsion des communautés de leurs terres ancestrales, la modification de leur culture et la contamination spirituelle. Et pour les femmes, qui jouent un rôle important dans l'agriculture, la pêche, la médecine traditionnelle et les tâches ménagères, en plus d'être commerçantes, fournisseuses d'eau et de bois de feu et sagesfemmes, cette situation a des conséquences très graves.

Des femmes sont mortes, d'autres sont mourantes, d'autres encore sont devenues veuves à cause de l'expansion de la monoculture d'arbres dans leurs localités. D'autres, en perdant la source de leur subsistance ont dû émigrer en quête d'emplois subalternes afin de se débrouiller, elles et les personnes à leur charge.

#### L'Okomu Oil Palm

Okomu Oil Palm SARL est une grande entreprise de plantation qui s'élargit au Nigeria depuis qu'en 2000 elle a ajouté 8 000 hectares de réserve de forêt (sans Certificat d'Occupation) aux 15 578 qu'elle avait déjà, pour la plantation d'hévéas et de palmiers à huile. Cette activité a provoqué l'expulsion et l'extinction des communautés d'Oweike, Agbede et Ijawcamp. Une quatrième communauté, celle de Makilolo, résiste toujours grâce à l'intervention de l'initiative Surveillance de la Forêt communautaire d'ERA / FoE Nigeria.

Par suite de la militarisation des territoires communaux occupés par l'Okomu Oil Palm, les habitants sont devenus des locataires de leurs propres terres, du fait qu'on les soumet à des contrôles de sécurité rigoureux à l'entrée et à la sortie de leurs villages [voir le bulletin nº 199 du WRM]. Les moyens d'existence des habitants de Makilolo, Agbede, Oweike et ljawcamp ont été fortement bouleversés et réduits, tandis que les jeunes femmes sont exposées à des formes diverses de harcèlement par les employés des services de sécurité.

La compagnie a de l'électricité dans toutes ses installations mais les villages n'en ont pas, et ils n'ont pas non plus d'installations sanitaires appropriées. La pollution des ruisseaux (leur seule source d'eau) due aux produits chimiques utilisés dans les plantations d'arbres a donné lieu à des problèmes de santé dans la zone : fausses couches, bébés mort-nés, infections cutanées, malformations congénitales, bronchites et bien d'autres. En tant que responsables de leurs familles et de toutes les personnes à leur charge, les femmes sont soumises à davantage de difficultés et de souffrances avec l'augmentation de l'incidence de maladies et d'affections.

Malgré tous les problèmes que cela comporte pour les communautés, l'Okomu Oil Palm prévoit d'ajouter cette année 20 000 hectares à ses plantations de palmiers à huile, grâce à un investissement de 75 milliards de dollars.

#### Les plantations d'hévéas de Michelin

Les femmes des communautés voisines de la réserve de forêt d'Iguobazuwa située dans la zone de gouvernement local d'Ovia sud-occidental, État d'Eda, dépendent fortement de cette forêt (qui rétrécit de jour en jour) pour répondre aux besoins d'aliments, de médicaments et de revenus de leur famille. Néanmoins, leurs forêts et leurs terres agricoles ont été tout à coup transformées en plantations d'hévéas par la société française Michelin SARL, pour l'exportation de latex destiné à la fabrication de pneus pour automobiles.

Michelin SARL, une multinationale du caoutchouc d'origine française, avait déjà opéré au Nigeria sous des noms divers : Utagbauno Rubber Estate Limited (État du Delta), Waterside Rubber Estate Limited (État d'Ogun), Araromi Rubber Estate Limited (État d'Ondo) et Osse River Rubber Estate Limited (État d'Edo). À présent elle fonctionne sous les noms d'International Rubber Plantation Society (SIPH) et de Rubber Estates Nigeria Limited (RENL). Il s'agit d'une stratégie pour tromper les gens et détourner l'attention de l'entreprise mère.

L'impact des opérations de RENL dans toute la région a atteint les femmes et toute la population des villages d'Aifesoba, Igueihase, Ora, Iguoriakhi, Iguobazuwa, Amienghomwan et Obozogbe, où plus de 3 500 hectares de forêt et de terres arables ont été cédés à la compagnie sans suivre la procédure prévue, sans le consentement préalable, libre et informé des communautés et, bien entendu, sans avoir fait une Évaluation d'impact environnemental appropriée.

D'autres grandes entreprises de plantation qui opèrent au Nigeria sont Wilmar International (Biase Plantations Limited) et Southgate Cocoa Company Limited, les deux dans l'État de Cross River, où plus de 7 000 hectares dans les forêts d'Etara et d'Ekuri-Eyeyeng ont été réservés pour la plantation de cacao.

Seules les méthodes d'aménagement forestier contrôlées par les communautés et fondées sur leurs connaissances et leur expérience rapporteront des bénéfices à la Terre-Mère, et non des sacrifices pour les mères de la Terre.

Rita Ikponmwosa Uwaka, Forêts & Biodiversité, ERA/FoE Nigeria - Bulletin du WRM, no.-200

### Partager des expériences d'autres régions

### Indonésie : l'exploitation des femmes et la violation de leurs droits dans les plantations de palmiers à huile



Travailleurs temporaires, qui ne bénéficient d'aucune sécurité du travail. Ph.: Sawit

En Indonésie, les plantations de palmiers à huile sont favorisées par l'abondance des capitaux, la disponibilité des terres, la main d'œuvre bon marché et la demande internationale en huile de palme. L'Indonésie a annoncé son projet de porter sa production d'huile de palme crue (CPO) à 40 millions de tonnes par an d'ici 2020. (1) L'Agence indonésienne de gestion des fonds des plantations, un organisme d'État qui représente le secteur des plantations, a lancé la Vision de l'Indonésie pour 2045 avec un seul objectif : porter la production de CPO à 60 millions de tonnes par an. (2)

L'Indonésie dispose actuellement de 16,1 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile et projette de porter la superficie occupée par les plantations de palmiers à huile à environ 20 millions d'hectares répartis entre Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, les Moluques et la Papouasie. Ce développement massif repose sur deux facteurs clés : une main d'œuvre bon marché et des terres faciles à obtenir.

Selon le ministère de l'Agriculture indonésien, l'huile de palme, avec une valeur d'exportation de 250 000 milliards de roupies indonésiennes, est l'une des principales sources de devises pour le pays. (3) L'huile de palme est un produit d'exportation pour le pays, comme cela ressort clairement de la valeur des produits dérivés de l'huile de palme, qui a contribué à

75 % des exportations du secteur hors huile. Au-delà, la présence des plantations de palmiers à huile à une telle échelle absorbe un grand nombre de travailleurs, en effectif total. (4) Cependant, si l'on compare avec la main d'œuvre fournie par l'agriculture paysanne à petite échelle – à la fois en termes d'effectifs et de qualité de travail – la contribution de l'industrie de l'huile de palme au marché du travail paraît beaucoup moins spectaculaire.

Il est important de souligner deux éléments qui sont associés à la présence des plantations de palmiers à huile. Premièrement, la marginalisation des paysans, en particulier des femmes. Les plantations de palmiers à huile ont transformé les communautés paysannes en communautés sans terres, les obligeant ainsi à vendre leur force de travail aux plantations. L'appropriation des terres par les grandes entreprises d'huile de palme et la présence des plantations de palmiers à huile pèsent évidemment directement sur la capacité des femmes à produire de la nourriture et à accéder aux terres. Avec l'expansion des plantations de palmiers à huile sur des terres qui étaient autrefois utilisables pour une agriculture paysanne, les femmes, qui jusque-là produisaient de la nourriture, sont contraintes de l'acheter et deviennent une main d'œuvre bon marché pour les sociétés de plantations. Avec la perturbation ou l'élimination par les plantations de palmiers à huile de leurs moyens d'existence, de leurs pratiques paysannes traditionnelles et de leur mode de vie en tant que productrices de nourriture, les femmes n'ont souvent guère d'autre choix que de chercher à travailler comme ouvrières dans les plantations. Les femmes qui sont embauchées comme ouvrières doivent s'adapter aux pratiques standard, aux mécanismes et au régime de travail des plantations.

« Depuis que l'entreprise est arrivée, nous avons été forcées de vendre nos terres à l'entreprise. L'entreprise nous a acceptées en tant que travailleuses temporaires à condition de vendre nos terres à l'entreprise. Ici, la majorité des travailleuses sont celles qui ont vendu leurs terres à l'entreprise. Maintenant nous sommes des travailleuses temporaires », explique Ad, une femme qui travaille comme travailleuse temporaire dans la plantation de palmiers à huile d'une filiale du Groupe Sipef dans la Province de Sumatra du Sud.

Deuxièmement, pour de nombreuses femmes, les conditions de travail dans les plantations sont très précaires. Les relations de travail pour les femmes dans les plantations sont caractérisées par des arrangements informels : elles n'ont souvent que des contrats de travail de très courte durée que ne leur apporte aucune sécurité d'emploi à long terme. Les conditions d'emploi ne sont pas claires et le plus souvent aucun document ne précise le contrat de travail. En outre, un système de salaires en fonction de l'objectif est utilisé. L'ONG indonésienne Sawit Watch Association a estimé que plus de 10 millions de personnes travaillaient dans les plantations de palmiers à huile en Indonésie en 2016. Sur ce nombre, 70 % étaient employés en tant que travailleurs temporaires et, dans cette catégorie, la majorité étaient des femmes. (5) Les femmes exécutent 15 des 16 types de travaux dans les plantations de palmiers à huile, lesquels vont du défrichage à la récolte.

#### Les femmes des ouvriers : forcées de travailler sans salaire

Les femmes qui travaillent dans les plantations de palmiers à huile sont souvent oubliées, alors que leur présence a une forte influence sur le processus de production. Les femmes

ne sont pas considérées comme des ouvrières de l'entreprise et elles ne bénéficient même pas des droits qui leur reviennent.

Les sociétés de plantations fixent généralement des objectifs trop élevés pour les travailleurs qui récoltent les noix de palmier, si bien que les cueilleurs ne peuvent les atteindre qu'avec l'aide d'autres membres de la famille, souvent les femmes des ouvriers. Ces membres de la famille ne sont pas officiellement engagés par l'entreprise. Les femmes qui aident leurs maris sont forcées de travailler sans être payées puisqu'il est très difficile pour ces derniers d'atteindre les objectifs de récolte très élevés qui leur sont imposés. Si les objectifs ne sont pas atteints, des pénalités de réduction du salaire sont appliquées. C'est pourquoi la « meilleure » option est d'avoir des membres de leurs familles, généralement leurs femmes, qui travaillent avec eux. Les femmes s'occupent principalement de ramasser les fruits tombés, dégager les obstacles, compacter les nervures des feuilles et apporter les grappes de noix fraîches jusqu'à l'abri. Elles travaillent sans équipement convenable pour la protection de leur santé et de leur sécurité.

Certaines sociétés de plantations définissent même des politiques exigeant que des membres de la famille des cueilleurs fournissent ce type de travail gratuitement. Si un cueilleur vient au travail seul, le travailleur est considéré comme absent ou le contremaître lui amènera un aide dont le salaire devra être payé par le cueilleur lui-même.

Dans l'entreprise LS, au Sumatra du Nord, les ouvriers cueilleurs qui ne viennent pas avec leurs femmes au travail sont considérés comme absents. Selon un cueilleur de cette société, « On va demander à chaque ouvrier qui vient travailler d'amener un aide. S'il ne vient pas avec son aide, il peut rentrer chez lui. » L'entreprise SLM au Kalimantan central, a fixé comme objectif aux cueilleurs le chiffre de 180 grappes de noix de palme par jour. Il est impossible pour une personne seule d'atteindre cet objectif chaque jour sur toute une période. L'objectif est de 100 grappes de noix pour le travail du mari, le reste de l'objectif doit être réalisé par sa femme. Il est demandé aux ouvriers cueilleurs dans cette plantation de venir avec leurs femmes sur le lieu de travail. Sinon, l'assistant de plantation ou le contremaître amènera quelqu'un pour aider le cueilleur. Le salaire de ce dernier devra être payé par le cueilleur lui-même.

Si l'on estime qu'un cueilleur s'occupe de 2 à 3 hectares de plantation industrielle, on peut imaginer combien de femmes travaillent sans salaire dans les plantations de palmiers à huile en Indonésie. Quand les femmes ne travaillent pas pour aider leurs maris, elles travaillent comme travailleuses temporaires sans contrat de travail officiel. Les travailleurs temporaires ont des salaires très inférieurs à ceux des travailleurs permanents, et souvent ils ne bénéficient ni d'avantages sociaux ni d'assurance maladie. Ce modèle de relations de travail pose problème dans le contexte de la protection des travailleurs, non seulement en termes de salaire, mais aussi en termes de sécurité du travail, de santé et d'autres droits élémentaires.

#### Une vie de travailleuses temporaires permanentes

La dérégulation des relations de travail dans les plantations de palmiers à huile peut être décrite par la situation des ouvriers temporaires. Il existe trois types de travail temporaire dans les plantations de palmiers à huile : D'abord, l'embauche permanente, avec un contrat

annuel, dans lequel le système et la charge de travail des travailleurs temporaires sont les mêmes que ceux des travailleurs permanents, mais où le nombre de jours de travail mensuels est limité à un maximum de 20 jours. Deuxièmement, une embauche semi-permanente, avec un contrat pour un travail précis à un tarif défini. Dans ce type d'emploi, la certitude d'emploi dépend de la présence ou de l'absence de « travail » avec des heures de travail, des salaires et des objectifs déterminés par les sociétés de plantations. Troisièmement, la sous-traitance, à la fois officielle et informelle. La majorité des travailleurs qui ont ce statut sont des femmes.

Les plantations de palmiers à huile ont massivement recours à des travailleurs temporaires, qui ne bénéficient d'aucune sécurité du travail. Ils sont généralement affectés aux travaux de fertilisation et de pulvérisation des produits chimiques, qui sont des tâches essentiellement réalisées par des femmes. Les travailleuses temporaires reçoivent des salaires moins élevés, travaillent sans protection sanitaire ou de sécurité suffisante, doivent apporter leurs propres outils de travail et ne bénéficient pas de congés menstruels. Elles restent travailleuses temporaires pendant des années, parce qu'il n'y a pas de possibilité de changer de travail ou de revenir à leur emploi d'origine, en particulier parce que les conditions de travail ne permettent pas d'économiser suffisamment d'argent pour cela.

#### Un travail avec des produits toxiques

Au-delà de la dérégularisation des relations de travail, la protection de la santé et de la sécurité au travail des ouvrières est minimale. Dans les plantations de palmiers à huile, les femmes ont toujours plus de tâches dangereuses que les hommes parce qu'elles sont employées pour travailler avec des produits chimiques comme des engrais, et pour pulvériser les pesticides. Les entreprises ne fournissent ni équipements de protection ni formation à la sécurité, et les femmes réalisent ces activités sans bénéficier de visites médicales régulières.

« Je travaille ici depuis 12 ans. Je fais des travaux différents. Parfois on me dit de m'occuper des engrais, déplacer des palmes... Maintenant je détecte les moisissures. [Au] moment des cultures, mon objectif de travail est de trois hectares ; j'ai déjà utilisé 25 sacs [d'engrais] en une journée. Je suis passée à l'équipe de détection des moisissures parce que mon poumon avait été perforé par le poison. Je ne sais pas pourquoi, peut-être à cause du poison qui est dans l'engrais. De fait, quand j'ai travaillé avec les engrais, on m'a donné un masque, des vêtements et des gants mais j'ai continué à être exposée aux engrais tous les jours. L'entreprise ne nous fait jamais faire de visite médicale », explique Nur (38 ans), ouvrière dans une plantation de palmiers à huile au Kalimantan central.

La pulvérisation des produits chimique est effectuée manuellement. Le travailleur porte un dispositif de pulvérisation de 20 kilogrammes avec bouteille, et il est chargé de faire la pulvérisation dans une zone déterminée. Il est demandé à un ouvrier normal chargé de l'épandage d'utiliser de 6 à 10 bouteilles chaque jour. Les entreprises ne fournissent pas d'équipement de protection individuel suffisant.

Entre autres produits chimiques, le Gramoxone, le Glyphosate, le Rhodiamine et le Roundup sont utilisés dans le processus de pulvérisation. Les entreprises ne fournissent pas d'information sur les impacts et les dangers potentiels des produits chimiques

utilisés, et elles n'assurent pas de formation sur la façon de réduire les risques d'exposition pendant la pulvérisation des produits chimiques et la façon de réduire les risques pour la santé. De ce fait, les femmes qui travaillent avec des pulvérisateurs sont vulnérables face aux accidents de travail. Elles sont souvent atteintes de maladies professionnelles telles que des pathologies respiratoires, des brûlures des mains, des nausées, des troubles de la vision et même des cécités. (6)

Le gouvernement indonésien doit organiser le travail de façon à ce que les travailleurs soient traités comme des êtres vivants. Le gouvernement, en tant qu'autorité de tutelle de l'industrie, doit élaborer des principes de travail et une évaluation afin que l'industrie de l'huile de palme respecte le droit du travail, particulièrement en ce qui concerne les femmes. Les plantations de palmiers à huile doivent comprendre les implications pour les droits humains de ce qu'elles imposent aux travailleurs et elles doivent se conformer au droit du travail national et international. Par ailleurs, les consommateurs et les pays importateurs doivent aussi veiller à refuser l'huile de palme produite dans des conditions de travail abusives.

Zidane, SawitWatch, http://sawitwatch.or.id/

- (1) http://www.kemenperin.go.id/artikel/1480/Indonesia-Fokus-Produksi-CPO-40-Juta-Ton
- (2) <a href="http://www.mediaindonesia.com/news/read/57550/produksi-cpo-nasional-sasar-target-60-juta-ton-per-tahun/2016-07-22">http://www.mediaindonesia.com/news/read/57550/produksi-cpo-nasional-sasar-target-60-juta-ton-per-tahun/2016-07-22</a>
- (3) http://www.tribunnews.com/bisnis/2016/11/24/ekspor-kelapa-sawit-sumbang-devisa-rp-250-trilun
- (4) <a href="http://industri.bisnis.com/read/20141015/99/265233/kadin-indonesia-industri-sawit-serap-21-juta-tenaga-kerja">http://industri.bisnis.com/read/20141015/99/265233/kadin-indonesia-industri-sawit-serap-21-juta-tenaga-kerja</a>
- (5) Sawit Watch, 2016

(6) En 2015, Perkumpulan Sawit Watch a réalisé une recherche sur les conditions de travail sur les travailleuses dans deux plantations de palmiers à huile au Kalimantan central. Samit Watch a découvert deux ouvrières souffrant d'une maladie respiratoire et trois autres exposées au Gramoxone et au Glyphosate liquides, dont deux présentaient une baisse de la vision et une autre était aveugle.

24

### Indonésie : Les plantations de palmiers à huile et la trace de leur violence contre les femmes



Ph.: Sawit Watch

Au nom de la croissance économique, le gouvernement indonésien fait activement la promotion de l'huile de palme en tant que produit de base permettant d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. Ces efforts de promotion, cependant, dissimulent le fait que les plantations de palmiers à huile n'entraînent pas seulement une déforestation et une dégradation de l'environnement, mais aussi des violations des droits légaux et humains ainsi que des inégalités dans les régimes fonciers. Tout cela conduit à des abus, à la discrimination, à la pauvreté, à l'accaparement des terres, à la perte des systèmes sociaux et culturels, à des conflits sociaux et à bien d'autres problèmes.

### Pourquoi les plantations de palmiers à huile ont-elles un impact particulier sur les femmes ?

Les femmes sont confrontées à de nombreuses injustices liées au rôle qu'on leur fait jouer et à leur position et leurs relations avec les autres au sein de la famille, de la communauté, de l'État et de la société en général. Ces injustices s'intensifient avec le marché néolibéral agressif et les flux de capitaux basés sur une production polluante, la cupidité et l'ignorance d'une durabilité socio-environnementale réelle. Dans ce contexte, les plantations industrielles de palmiers à huile en Indonésie provoquent des conflits au niveau communautaire, tout en ignorant l'expérience des femmes ainsi que leur rôle essentiel dans la reproduction sociale. En fin de compte, les femmes se retrouvent exposées aux conditions les plus mauvaises, marginalisées et délaissées, et parmi les plus pauvres.

La question de la violence et des abus contre les femmes est rarement discutée au sein du secteur de l'huile de palme ou par les autres acteurs concernés. En fait, la réalité de la violence et des abus contre les femmes dans et autour des plantations de palmiers à huile est largement oubliée dans les discours des entreprises et du gouvernement concernant les plantations industrielles de palmiers à huile. Les témoignages des femmes sont absents de la plupart des événements en lien avec les industries extractivistes, parmi lesquelles l'huile de palme, la pâte à papier ou l'exploitation forestière. Souvent, les politiques

gouvernementales sont axées sur le développement de la production et de la demande, ce qui permet, entre autres, d'accroître les bénéfices pour les entreprises. Ces politiques n'ont aucun intérêt à faire connaître les impacts que cette industrie apporte avec elle. Au contraire, l'expansion de ces monocultures ne fait qu'aggraver la situation des femmes et des communautés en général, la pollution des rivières et des sources d'eau n'étant que l'un de ses nombreux impacts. Les travailleuses sont pleinement conscientes de cela ; mais elles n'ont pas d'autre choix économique pour faire vivre leur famille.

Les recherches menées par la Commission nationale sur la violence contre les femmes en collaboration avec des organisations de la société civile indonésienne come WALHI, RMI, Bina Desa, Dayakologi Institute et Debt Watch, ont révélé que les femmes étaient exposées à plusieurs niveaux de violence dans le secteur des ressources naturelles. (1) En utilisant une analyse écologique politique féministe, la recherche montre comment la violence contre les femmes est une réalité partout où des plantations industrielles de palmiers à huile ont été créées en Indonésie.

#### Des abus structurels contre les femmes

Avec l'arrivée de plantations de palmiers à huile à grande échelle, les femmes perdent l'accès et le contrôle de la terre, ce qui les pousse à terme à devenir ouvrières dans les plantations. Dans de nombreux cas, les femmes travaillant dans ces plantations ont peu ou pas de protection juridique. Leur tâche principale consiste à pulvériser des engrais et des pesticides, ce qui nuit à leur santé.

Dans une étude sur les plantations de palmiers à huile dans le Kalimantan occidental, de nombreuses femmes ont déclaré qu'elles ne savaient pas que leurs terres ou les terres de leurs familles étaient maintenant entre les mains de l'entreprise. Le manque d'information des femmes est également aggravé par la situation générale en Indonésie, où les hommes sont généralement propriétaires des terres.

En conséquence, l'entreprise considère que seule la participation des hommes est importante pour les réunions dites de socialisation. Outre les nombreuses stratégies d'intimidation utilisées par les entreprises, les belles promesses de bénéfices si les familles s'inscrivent dans des programmes dits « plasma » (programmes d'agriculture contractuelle pour les petits exploitants, très répandus en Indonésie, et qui ont endetté de nombreuses familles et les ont transformées en travailleurs de l'entreprise sur leurs propres terres), ont conduit de nombreuses familles à perdre leurs terres. Aucune procédure de Consentement préalable, libre et éclairé (CPLE) n'a été suivie avec les communautés, particulièrement avec les femmes qui subiront des impacts spécifiques et disproportionnés quand les plantations de palmiers à huile, avides de terre et d'eau, arriveront dans leurs villages. Dans ne nombreux endroits, la corvée d'eau échoit aux femmes ; c'est pourquoi, lorsqu'il y a une situation de crise de l'eau en raison de la sécheresse ou de la pollution, la charge de travail des femmes s'alourdit.

Pour les femmes qui vivent à l'intérieur et autour des zones de plantation, être une « brondol » est un moyen de survie pour répondre aux besoins élémentaires de leurs familles. Les « brondol », ce sont des femmes qui ramassent les fruits du palmier à huile laissés sur le sol. Du matin au soir, elles parcourent un long chemin pour rejoindre les

plantations de palmiers à huile, en risquant fort de se faire prendre par les agents de sécurité des entreprises. Bien qu'elles se soient emparées de vastes quantités de terres, de ressources d'eau, de forêts et d'autres ressources communales, les entreprises considèrent comme un vol la collecte des fruits de palmiers à huile restés à terre.

Il y a aussi beaucoup de femmes qui travaillent comme ouvrières dans les plantations de palmiers à huile. Les entreprises considèrent que les femmes sont plus précises, plus attentives et plus assidues dans leur travail et emploient ainsi de nombreuses ouvrières pour semer des graines et appliquer des engrais. L'application des engrais, notamment, est en fait une activité très toxique et très dangereuse pour la santé des femmes. Les travailleurs hommes sont obligés d'amener des membres de la famille pour les aider à atteindre les objectifs de l'entreprise. Une chose est sûre ; les épouses et les enfants ne font pas partie de ceux qui reçoivent un salaire. Les pratiques de travail de ces grandes plantations de palmiers à huile sont fréquemment considérées comme de l'esclavage moderne. (2)

La forte criminalisation de ceux qui s'opposent aux plantations a conduit à de nombreuses arrestations de militants et même à des meurtres. Les femmes qui ont perdu leur mari, leur père ou leur fils sont forcées de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de la famille tout en s'occupant des tâches ménagères. Ce double fardeau est extrêmement difficile pour les femmes qui commencent leur travail avant le lever du soleil et le terminent longtemps après le coucher du soleil.

Mais les femmes subissent d'autres types de violence, émanant des forces de sécurité, de la police et de l'armée, ce qui ne fait que renforcer les rôles dévolus aux femmes et aux hommes et les relations qui leur correspondent.

#### Des attaques qui visent leur « féminité »

Une autre forme de violence survient lorsque les femmes luttent pour maintenir leur espace de vie et contester la présence de plantations de palmiers à huile. Les femmes en lutte contre les plantations de palmiers à huile subissent davantage encore la criminalisation et la violence.

Il est important de souligner que les femmes ont une vulnérabilité plus importante lorsqu'elles se battent pour leurs droits. Une de ces violences est de cibler leur « féminité » pour faire taire leur combat. La « féminité » dans ce cas est définie comme la relation entre les constructions sociales, culturelles et religieuses et les fonctions et rôles des femmes, qui sont encore pour l'essentiel fortement influencés par la culture patriarcale.

Les conflits surviennent non seulement en raison des différences de perception entre les communautés locales et les acteurs de l'industrie du palmier à huile, mais aussi parce que les connaissances et l'expérience des femmes dans la gestion de leurs ressources d'existence, notamment lorsqu'elles prennent en charge et gèrent les systèmes de production domestiques et la production sociale, ont été ignorées. Il est donc juste de dire que le fait de négliger une entité qui a des connaissances et une expérience héritées dans le cadre de l'ordre social revient à négliger l'existence d'une telle entité; et il s'agit clairement d'une violation de droits fondamentaux.

Khalisah Khalid, Responsable du Département des campagnes et des réseaux

#### WALHI - Amis de la Terre Indonésie

(1) Meretas Jejak Kekerasan terhadap perempuan dalam pengelolaan sumber daya alam, sebuah tawaran dialog (Komnas Perempuan 2008)

https://issuu.com/walhi/docs/temuan\_awal-sebuah\_tawaran\_dialog

(2) SawitWatch (Bahasa): <a href="http://sawitwatch.or.id/2016/02/catatan-singkat-akhir-tahun-perburuhan-sawit-watch-2015/">http://sawitwatch.or.id/2016/02/catatan-singkat-akhir-tahun-perburuhan-sawit-watch-2015/</a>;

Article du Bulletin 197 WRM, décembre 2013, <a href="https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/lesclavage-des-temps-modernes-dans-les-plantations-de-palmiers-a-huile-le-cas-de-la-malaisie-et-de-lindonesie/">https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/lesclavage-des-temps-modernes-dans-les-plantations-de-palmiers-a-huile-le-cas-de-la-malaisie-et-de-lindonesie/</a>:

Accenture for Humanity United: Exploitative Labor Practices in the Global Palm Oil Industry <a href="http://humanityunited.org/pdfs/Modern\_Slavery">http://humanityunited.org/pdfs/Modern\_Slavery</a> in the Palm Oil Industry.pdf; Schuster Institute for Investigative Journalism: Forced Labor and Child Labor on Palm Oil Plantations <a href="http://www.schusterinstituteinvestigations.org/#!slavery-palm-oil-plantations-indonesia/cqcc">http://www.schusterinstituteinvestigations.org/#!slavery-palm-oil-plantations-indonesia/cqcc</a>

# Guatemala et Colombie : Les femmes face aux plantations de palmiers à huile



La monoculture de palmiers à huile détruit non seulement la biodiversité des forêts tropicales, mais aussi les peuples qui, jusqu'à l'arrivée de l'agrobusiness, vivaient de leurs économies traditionnelles. Les femmes sont bien souvent celles qui défendent le plus vigoureusement leurs territoires.

#### Guatemala : un travail mal rémunéré en échange de sexe

Il y a à peine quinze ans, la région du Petén, au nord du Guatemala, était une forêt tropicale naturelle lorsque le groupe HAME, du propriétaire terrien Hugo Alberto Molina, s'y est installé. Cette région est devenue le fer de lance de l'expansion de la monoculture de palmier à huile dans le pays des Mayas. L'entreprise est devenue tristement célèbre lorsqu'en 2015, on a appris qu'elle était directement responsable de l'écocide de la rivière La Pasión, dans la municipalité de Sayaxché. Environ 150 kilomètres de cette rivière ont été contaminés avec

du malathion, un pesticide dont l'application contre les mouches des fruits du palmier a causé une hécatombe chez les poissons. Malgré les irrégularités confirmées, l'entreprise continue de fonctionner sans aucune forme de surveillance.

Dans la communauté de San Juan de Acul, la majorité des habitants se baignent dans cette eau et l'utilisent pour cuisiner et boire, même s'ils savent qu'elle est contaminée. Ils n'ont pas besoin d'études pour le confirmer : leurs corps le leur disent avec vomissements, fièvres, démangeaisons et maladies gastro-intestinales et de la peau. Mais ils n'ont accès à aucune autre source d'eau et l'État leur a même refusé leur demande de citernes pour récupérer l'eau de pluie. Par ailleurs, les pluies se font de plus en plus rares à cause des changements climatiques qu'amplifie le modèle de monoculture.

En plus de la contamination de l'eau, le désastre écologique de la rivière a détruit la principale source alimentaire de la communauté : la pêche. « Avant, en deux jours, nous pêchions 50 livres de poisson [environ 22,5 kg]; aujourd'hui, avec de la chance, nous parvenons à récolter seulement dix ou quinze livres, et parfois moins que ça, » raconte une pêcheuse avant de conclure : « Sans l'eau, nous ne pouvons pas vivre ; sans l'eau, il n'y a rien. »

Le palmier à huile constitue l'unique alternative à la faim. Dépossédés de leurs terres et sans pouvoir pêcher, les gens de San Juan de Acul sont obligés d'accepter des conditions de travail dans les plantations qui rappellent l'époque de l'esclavage. Une paysanne de San Juan de Acul explique : « Elles travaillent de longues heures, gagnent un salaire dérisoire sans horaire de travail fixe et doivent acheter elles-mêmes l'équipement. Mais elles n'ont pas le choix. Si au moins il y avait une autre source de revenus, ils ne profiteraient pas de notre nécessité, mais nous avons besoin de manger. » Des journées de travail intenses de neuf ou dix heures pour gagner 8 dollars par jour, soit moins que le salaire minimum rural.

Les femmes portent le plus grand fardeau. Elles travaillent dans les plantations, mais effectuent les tâches les moins bien payées. Souvent, les cadres des plantations recourent au chantage en leur offrant un emploi en échange de faveurs sexuelles : si elles refusent, elles n'obtiennent pas de travail. Des femmes de diverses communautés du Petén, ainsi que de la Costa Sur [côte sud], où la monoculture de la canne à sucre cause la dépossession des communautés autochtones et paysannes, ont confié avoir personnellement subi de tels abus. De plus, bien souvent, ces mêmes dirigeants méprisent plus les femmes que les hommes. « Ils nous insultent et menacent constamment, » résume une travailleuse.

#### Et après le palmier à huile ?

« Les forêts qui restent sont très petites et insuffisantes pour purifier l'air. Lors de la dernière averse, la pluie était noire : j'ai dû jeter une demi-chaudière, » affirme une paysanne de Sayaxché. Les pluies se font de plus en plus rares et la terre se meurt : « Ils tuent la terre. Les racines de ce palmier forment une natte qui ne laisse rien pousser au-dessus d'elles. » C'est pourquoi elles craignent ce qu'il adviendra lorsque les plantations de palmiers s'en iront : « Après 25 années de palmiers, ces terres auront perdu leur fertilité. »

Une étude de la chercheuse Sara Mingorria, de l'ICTA (Université autonome de Barcelona) réalisée dans la vallée de Polochic (1) montre qu'en raison de la grande quantité de

nutriments qu'elle nécessite, la monoculture de palmiers détruit la couche fertile du sol et le rend infertile. Il faut attendre 25 ans pour qu'une zone de plantation de palmier à huile redevienne fertile, car « le sol devient si appauvri que, peu importe la quantité d'engrais appliquée, les éléments du sol se perdent et disparaissent, » soutient Mingorria. La chercheuse ajoute que ces plantations sont souvent appelées des « déserts verts » parce que « ce type d'arbre ne laisse pousser aucune plante autour d'elle. »

À la fin du cycle de vie de la palmeraie, les entreprises cherchent d'autres territoires pour rentabiliser leurs investissements, laissant derrière elles des terres désertifiées, des rivières contaminées et des villages dépossédés; le tout dans l'intérêt de la rentabilité d'une marchandise dont la valeur monte sur les marchés financiers. (2) C'est ce qui se produit si les communautés autochtones et paysannes, et surtout les femmes, n'opposent pas une résistance opiniâtre. « Les femmes sont plus réticentes à vendre la terre et constituent les principales défenseures du territoire: lorsque les femmes dirigent la résistance aux plantations de palmiers, les mouvements de lutte connaissent plus de succès, » résume un membre d'une organisation communautaire qui a choisi de conserver l'anonymat, comme la plupart des personnes interviewées dans le cadre de ce reportage. Parce que dans les pays comme le Guatemala et la Colombie, les défenseures des territoires et des modes de vie courent le risque de payer de leur propre vie.

#### Colombie : le poids de l'eau sur les têtes des femmes

Dans les zones rurales de Maríalabaja, à seulement 60 kilomètres de la ville touristique de Cartagena de Indias, en Colombie, les communautés d'ascendance africaine, autochtones et paysannes gardent en mémoire l'histoire de terreur paramilitaire qui, de 1998 à 2002, a causé le déplacement d'un tiers des 50 000 habitants de la municipalité. Les paramilitaires ont commis des massacres dans la zone de Montes de María, comme celui d'El Salado où, en février 2000, au moins 60 personnes ont été assassinées. Terrorisés, les habitants ont fui massivement, en laissant leurs terres et leurs maisons derrière eux; lorsqu'ils sont revenus, tout le territoire, jusqu'alors une mosaïque de rizières et de fermes paysannes traditionnelles, avait été planté de palmiers à huile. C'est alors qu'a commencé la lutte pour la survie des communautés d'ascendance africaine à Maríalabaja.

« Cette terre était très fertile. Tous les jours, des camions remplis d'ignames, de cassaves, de haricots et de fruits se rendaient à Cartagena et même à Medellín. Maintenant, il ne reste plus rien parce que la terre a été plantée de palmiers, les fléaux sont apparus, le climat a changé et il ne pleut plus au bon moment, » déplore Catalina (nom fictif). Pour elle, comme pour beaucoup de membres de sa communauté, le palmier a causé le désastre à Maríalabaja : il a mis fin à l'abondance d'aliments et, surtout, a contaminé l'eau du réservoir, laquelle constitue la seule source d'eau disponible dans le village : « Les produits agrochimiques appliqués aux palmiers ont contaminé l'eau : c'est pourquoi toutes les femmes contractent des infections vaginales ; il y a beaucoup de maladies de la peau surtout chez les enfants et aussi des maladies du rein. » Il suffit de se baigner pour ressentir des démangeaisons. Et la tâche, toujours plus difficile, d'obtenir de l'eau potable pèse littéralement sur les têtes des femmes qui doivent transporter de lourds bidons d'eau puisée dans les zones du réservoir où l'eau est moins trouble.

Âgée d'un peu plus de trente ans et mère de deux enfants, Catalina est devenue une référence bien connue de cette communauté de paysans d'ascendance africaine. Sa maison est un lieu de rencontre où les voisins affluent pour demander de l'aide pour remplir des formulaires de demande d'aide ou d'indemnisation, car l'État colombien a reconnu ce village comme victime du conflit interne qui a saigné le pays durant 60 ans. Toutefois, « ici, nous ne recevons rien, seulement des miettes ou des mesures qui nous causent d'autres torts. » Elle explique que l'aide reçue ne parvient qu'à quelques-uns et divise la communauté; ou que certains programmes construisent des maisons en briques et béton dans des hameaux où dominaient jusqu'alors les maisons construites avec des matériaux locaux — argile et bois — lesquelles étaient plus écologiques et fraîches.

Catalina rejette cette idée du progrès qui dévalorise leur mode de vie ancestral : « Nous jouissions du bien-être, dans le sens que nous vivions bien. Nous ne disposions pas de technologie, mais nous vivions dans la tranquillité. » Elle défend la dignité de travailler la terre pour produire les aliments traditionnels de la région plutôt que d'exporter l'huile de palme. Et elle se demande : « Qu'arriverait-il si les paysans, nous cessions de produire des aliments ? »

\* La plupart des noms des travailleuses et militantes apparaissant dans le présent article ont été modifiés pour protéger leur identité.

Nazaret Castro, nazaretcastro [at] gmail.com

Carro de Combate est un collectif qui a enquêté en profondeur sur les effets des plantations de palmiers à huile dans plusieurs pays comme la Colombie, l'Indonésie, le Cameroun, le Guatemala et l'Équateur. Cette enquête a été financée au moyen d'un crowdfunding et avec la collaboration de l'organisation Entrepueblos : <a href="http://carrodecombate.com/">http://carrodecombate.com/</a>

(1) Las plantaciones de palma aceitera provocan la infertilidad de los suelos tropicales, 2017, Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals de l'Universitat Autònoma de Barcelona (ICTA-UAB), <a href="http://www.uab.cat/web/sala-de-prensa/detalle-noticia/las-plantaciones-de-palma-aceitera-provocan-la-infertilidad-de-los-suelos-tropicales-1345667994339.html?noticiaid=1345727879056">http://www.uab.cat/web/sala-de-prensa/detalle-noticia/las-plantaciones-de-palma-aceitera-provocan-la-infertilidad-de-los-suelos-tropicales-1345667994339.html?noticiaid=1345727879056</a>

(2) Aceite de palma: una industria modelada por los mercados financieros, 2017, Carro de Combate, <a href="https://www.carrodecombate.com/2017/03/01/aceite-de-palma-una-industria-modelada-por-los-mercados-financieros/">https://www.carrodecombate.com/2017/03/01/aceite-de-palma-una-industria-modelada-por-los-mercados-financieros/</a>

31

Honduras: criminalisation du peuple garifuna qui défend son territoire face à l'avancée du palmier à huile



Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, à l'époque coloniale, des naufragés africains arrivèrent aux côtes des Caraïbes où vivait le peuple kalinagu ou caraïbe. Avec le temps, un processus de syncrétisme culturel donna lieu à l'ethnogenèse du peuple garifuna. De cette fusion surgirent la langue, la religion et les traditions garifunas. C'est ainsi que le peuple garifuna s'établit sur les côtes de plusieurs pays centraméricains, à l'embouchure des fleuves et sur les bords des marécages, où il pratiqua la pêche et l'agriculture de subsistance.

Au Honduras, le peuple garifuna est établi sur la côte nord du pays, où il a lutté sans cesse pour défendre son territoire. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État lui reconnaît le droit au territoire et lui remet les premiers titres de propriété collectifs. Malgré cela, au XX<sup>e</sup> siècle, les communautés ont commencé à perdre leurs territoires sous la pression des transnationales bananières qui souhaitaient exploiter ces terres. Avec l'accord de l'État, une bonne partie du territoire garifuna est passée aux mains d'entreprises étrangères.

Sans écouter les réclamations du peuple garifuna, l'État a permis que, presque cent plus tard, la même histoire se reproduise: l'enclave bananière est devenue une enclave de palmiers. (1)

#### Le cas de la communauté garifuna d'Armenia

Avec l'essor bananier arrive la *Standard Fruit Company*, porteuse d'une proposition de travail très prometteuse, et la communauté d'Armenia doit se déplacer vers un autre secteur de la côte, toujours en territoire garifuna. Elle se réinstalle et prend le nom de Nueva Armenia. Or, les promesses de travail ne répondent pas aux attentes, et les pressions territoriales et les différences culturelles avec les nouveaux venus commencent à se faire sentir. De nouvelles coutumes sont imposées pour la gestion du territoire et la possession de la terre. La communauté garifuna perd l'accès aux forêts voisines et aux zones côtières où elle obtenait une partie de sa nourriture et des matériaux pour construire ses maisons. Les terres qui avaient des titres communautaires entrent en conflit avec l'accaparement des mêmes terres par la transnationale bananière, qui avait l'autorisation de l'État lui-même.

En plus, dans les années 1990 le palmier africain commence à envahir, lui aussi, le territoire garifuna, dans les environs de Nueva Armenia. L'Institut national agraire et la municipalité

prennent des positions contraires: tandis que l'un reconnaît le territoire garifuna, l'autre cède les mêmes terres à de petites coopératives de production de palmier.

Quand la concession de la *Standard Fruit Company* arrive à terme, l'entreprise voit que la production de bananes n'est plus rentable et abandonne le territoire garifuna d'Antigua Armenia. Elle rend les terres à la municipalité, mais celle-ci ne tient pas compte du droit d'occupation historique du peuple garifuna et entreprend des démarches pour céder ces terres une fois de plus, cette fois pour la plantation de palmiers africains.

La stratégie utilisée par les nouveaux propriétaires, aussi bien dans les environs de Nueva Armenia que dans les terres d'Antigua Armenia, a consisté à constituer d'abord des coopératives de production de palmier, condition nécessaire pour avoir droit à un titre de propriété. Une fois celui-ci obtenu, ils transfèrent la terre et la plantation de palmiers à une entreprise unique. La communauté dit que cette entreprise appartient à un groupe économique local mais, en fait, on ne connaît pas les propriétaires qui, en toute impunité, ont acquis progressivement une bonne partie du territoire garifuna.

Ces dernières années, l'avancée des plantations de palmiers africains a comporté la destruction des forêts qui restent, la pollution des cours d'eau par l'utilisation de produits agricoles chimiques et la perte de la souveraineté alimentaire du peuple garifuna. Presque 80 % du territoire de la communauté garifuna sont occupés par des plantations de palmiers africains.

Voyant que les titres octroyés pas l'État au début des années 1900 n'étaient pas respectés par l'État lui-même, et que la nouvelle entreprise était en train d'occuper et de détruire ce qui restait de leur territoire ancestral, les garifunas décident de récupérer leurs terres et de faire valoir leurs titres communautaires.

En janvier 2014 on a vu des machines qui défrichaient tout ce qui restait du territoire garifuna. La communauté porte plainte à la municipalité et elle décide d'installer le *Campamento Resistencia* (Campement Résistance) dans la zone d'Antigua Armenia. Il y a là près de 80 membres de la communauté qui résistent à l'avancée des palmiers. En effet, malgré la plainte présentée, l'entreprise a poursuivi ses activités. Jour après jour on voit comment ce nouvel assaut de l'agro-industrie essaie d'avancer de quelques mètres supplémentaires, encerclant le campement et ne laissant qu'une sortie vers la mer.

En août, la police fait irruption dans le village, déchire son drapeau et arrête plusieurs habitants. Accusés d'usurper leur propre terre, ils restent en détention pendant plus de 6 heures. Par conséquent, les autres membres de la communauté se mobilisent aussi, mais en retournant au campement ils découvrent que leurs maisons et tous leurs biens ont été brûlés. Pourtant, ces représailles ne les effraient pas; au contraire, avec une force enviable, ils sont en train de reconstruire leurs maisons. (2)

Les membres de la communauté sont en état d'alerte permanent, face à la possibilité d'un assaut de l'entreprise ou de la police. Ils savent que le gouvernement local ne les protège pas, «c'est un État qui ne gouverne pas pour les pauvres, qui ne reconnaît pas le droit ancestral du peuple garifuna à la terre», déclarent les membres de l'Organisation fraternelle noire hondurienne, OFRANEH. (3)

Les tentatives d'enlèvement, l'arrestation policière et l'expulsion sont quelques-unes des conséquences que subissent les membres des communautés garifunas pour rester fermes dans la défense de leur territoire. Pour cette raison, ils ont commencé à porter leurs réclamations au domaine international. Pendant la dernière audience de la Cour interaméricaine des droits de l'homme qui s'est réunie en septembre 2014 au Paraguay, le peuple garifuna a exposé sa situation et, à présent, une action en justice internationale a été intentée contre l'État du Honduras.

Dans le but de rendre plus visible cette résistance, de montrer que le peuple garifuna n'est pas seul dans ce combat, et de dénoncer les conséquences de l'avancée des plantations industrielles de palmier africain, une rencontre internationale a été organisée en septembre à La Ceiba, Honduras. Des organisations et des réseaux d'Amérique latine s'y sont réunis avec des communautés indigènes, paysannes et garifunas pour discuter des impacts de la monoculture à grande échelle. Dans le cadre de cette rencontre, une visite de la communauté de Nueva Armenia et du Campamento Resistencia a été effectuée, où l'on a pu constater le bien-fondé des plaintes et des réclamations du peuple garifuna.

Elizabeth Díaz, membre du secrétariat international du WRM – Bulletin 206 du WRM

- (1) "Estado de Honduras deniega condición de indígena al pueblo Garífuna", <a href="http://ofraneh.wordpress.com/2014/08/20/estado-de-honduras-deniega-condicion-de-indigena-al-pueblo-garifuna/">http://ofraneh.wordpress.com/2014/08/20/estado-de-honduras-deniega-condicion-de-indigena-al-pueblo-garifuna/</a>.
- (2) "Nueva Armenia y su lucha por la vida y la soberanía", <a href="http://www.rel-uita.org/index.php/es/agricultura/soberania-alimentaria/item/5450-nueva-armenia-y-su-lucha-por-la-vida-y-la-soberania">http://www.rel-uita.org/index.php/es/agricultura/soberania-alimentaria/item/5450-nueva-armenia-y-su-lucha-por-la-vida-y-la-soberania</a>.
- (3) Organización Fraternal Negra Hondureña, fédération du peuple garifuna du Honduras pour la défense de ses droits culturels et territoriaux, http://www.ofraneh.org.

### La pétition internationale

### Pétition: Que cessent toutes sortes d'abus sur les femmes autour de grandes plantations de monoculture d'arbres

Nous, femmes d'ici et d'ailleurs, avons constaté une pauvreté insolente des familles riveraines des grandes plantations des monocultures agricoles, particulièrement celles du palmier à huile industrielle dans toutes les zones où elles sont développées.

Les femmes, cheville-ouvrières de la cellule familiale sont les plus atteintes.

- les terres où elles ont toujours produit des aliments pour nourrir la famille et la communauté leurs sont arrachée. La nourriture devient rare et la famine s'installe dans la famille;
- les femmes sont fouillées jusqu'à leur intimité, violentées, torturées et trainées en justice parce quelles détiennent quelque noix de palme ou de l'huile même si ces noix viennent de leurs propres plantations de palmiers à huile, alors que ces noix constituent la base de leur alimentation;
- certaines sont violées à l'intérieur et autour des champs et les violeurs restent impunis;
- les forêts et la biodiversité, creuset de leurs valeurs traditionnelles où elles tirent l'essentiel de leurs ressources économiques et culturelles sont littéralement détruites, aggravant aussi les conséquences liées aux changements climatiques;
- les revenus baissent de façon drastique. Les femmes sont obligées de travailler comme ouvrières dans les plantations où elles sont soumissent à des horaires et des salaires qui ne leur permettront jamais d'assurer l'éducation des enfants. L'avenir de ces derniers est totalement compromis. Les enfants volent et sont régulièrement incarcérés. Sans emplois décents, ils s'adonnent dans la drogue jusqu'aux mineurs, et rejoignent les maris dans l'alcool.
- les rivières sont polluées par les produits chimiques issus des grandes plantations et les maladies se démultiplient.
- les belles promesses faites aux communautés ne sont jamais tenues.

Nous exigeons le respect des droits des femmes à l'intérieur et autour des grandes plantations des monocultures agricoles. Ces femmes demandent que les terres leurs soient rétrocédées parce qu'elles doivent pouvoir continuer à jouir de leurs droits coutumiers d'usage pour leurs activités de production afin d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire de toute la communauté, la stabilité et l'épanouissement de la famille, la paix et le développement dans ces régions. Les femmes doivent décider de l'utilisation de leurs terres.

A travers ces signatures, nous demandons que cessent toutes les violences faites aux femmes et défendons les familles détruites par la famine, les conflits, l'exclusion, le vol, les viols, les maladies, la mort ... du fait de l'accaparement de leurs terres par les grandes compagnies nationales et multinationales. Appelons les Etats à protéger les populations et, ces compagnies à respecter les lois des pays et la vie des populations.

### Les déclarations de Mundemba et de Port Loko

# Déclaration de Mundemba : femmes et expansion des plantations du palmier à huile et de l'huile de palme industrielle



Les femmes résistent l'huile de palme industrielle (Photo : JVE-Cameroun)

Considérant que l'aspiration à la dignité humaine constitue un idéal commun à tous les hommes, la Charte des Nations Unies en son préambule le proclame et que la Déclaration Universelle des droits de l'Homme élucide les principes ;

Considérant le rôle moteur joué par la femme dans l'économie mondiale, rôle inscrit dans les objectifs du Millénaire pour le développement ;

Considérant le rôle que jouent les femmes dans les économies locales dans chaque pays ;

Considérant la place prépondérante qu'occupe la femme dans l'équilibre de la cellule familiale au sein de toutes les sociétés humaines ;

Consciente du fait que la femme est toujours à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté par ses multiples interventions, surtout dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture ;

Nous, femmes leaders des associations féminines riveraines des plantations industrielles de monoculture, affectées par l'expansion de ces dernières et surtout celles du palmier à huile ;

Nous, organisations nationales et internationales engagées dans la lutte pour la défense des droits des femmes et des communautés locales en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie, ci-dessous signataires de la présente, réunies les 27 et 28 janvier 2016 à Mundemba dans la Région du Sud-Ouest au Cameroun.

#### Après avoir :

\*partagé des témoignages du douloureux vécu quotidien des femmes vivant autour et dans des plantations de monocultures de palmier à huile de Mundemba et du Cameroun, et fait une analyse profonde des conséquences sur la femme et la famille de l'expansion rapide et brutale des monocultures promues par les multinationales dans les différentes communautés locales et nationales ;

\*fait le tour des avantages sur les plans sociaux, économiques, environnementaux, culturels, culinaires du palmier à huile traditionnel ; et

\*parcouru les stratégies et les solutions que les femmes victimes des accaparements de terres et particulièrement celles riveraines des plantations industrielles du palmier à huile ont mis en place en vue de la défense de leurs intérêts.

#### Ayant constaté que :

\*les exploitations de monoculture et particulièrement celles du palmier à huile :

\*plongent la femme riveraine de ces plantations dans un système de paupérisation croissante et par elle, la famille toute entière ;

- spolient les femmes des terres agricoles fertiles jadis utilisées pour l'agriculture familiale avec laquelle elle nourrit la famille et la communauté toute entière menaçant ainsi la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations concernées;
- sont une cause de la disparition de nombreuses pratiques culturales et culturelles de ce fait contribuent à la disparition de nombreux acquis traditionnels et artisanaux, réduisant des communautés entières à se soumettre à la dictature de la société de consommation faute d'autonomie de production;
- ne peuvent pas nourrir les familles comme le font les exploitations familiales des femmes;
- sont une menace pour l'utilisation durable de la biodiversité et contribue à la disparition des produits forestiers non ligneux qui sont une source de revenus principale pour les femmes, du fait de la destruction massive et effrénée des forêts, amplifiant ainsi le phénomène de l'effet de serre et des changements climatiques; et

\*entrainent la disparition du palmier à huile traditionnel dont les vertus traditionnelles, médicinales, nutritionnelles, culturelles sont valorisées par la femme pour le bien être de sa famille et de la société.

\*la définition des politiques foncières et les cessions des terres s'opèrent souvent sans une véritable implication des femmes concernées ; et

\*les champs d'arbres plantés ne pourront jamais remplacer la forêt naturelle.

#### Réaffirmons notre engagement à s'investir dans :

\*la recherche et la capitalisation de l'information sur les cas d'abus et de frustration subis par les femmes autour et dans les grandes plantations industrielles, et particulièrement celles du palmier à huile afin de faire une étude amplement diffusée ; \*la mise en place d'un cadre d'actions et d'échanges des femmes engagées dans les luttes pour la défense de leurs intérêts autour et dans les monocultures d'arbres et particulièrement de palmier à huile ;

\*la mise en place d'un cadre de concertation multi acteurs (administration, /secteur privé, communautés locales avec une représentativité des femmes leaders ;

\*la création d'un fonds de soutien aux femmes victimes d'abus dans et autour des plantations agro-industrielles ;

\*le développement des alternatives économiques avec les femmes spoliées ;

\*le plaidoyer pour une plus grande implication des femmes dans les sphères de décision sur les questions foncières

\*la promotion du palmier à huile traditionnel ; La création d'un observatoire des femmes autour des cessions de terre à grande échelle et l'impact de la monoculture sur l'agriculture familiale ;

\*le renforcement des capacités des femmes dans la défense de leurs intérêts pour les outiller afin qu'elles soient capables de résister aux abus de toutes sortes dus à l'implantation des agro industries ; et

\*la réalisation des études du cadre légal en vue de mener des plaidoyers destinés à influencer les réformes législatives et règlementaires dans les secteurs connexes.

#### RECOMMANDONS

#### Aux pouvoirs publics:

\*de placer la problématique de l'expansion du palmier à huile industriel au cœur des priorités nationales au Cameroun et dans les autres pays du monde où cet arbre pousse naturellement ;

\*de définir des politiques multisectoriels adaptées à la situation de la femme rurale affectée par l'expansion du palmier à huile industriel;

\*de faire des réformes législatives et règlementaires dans les domaines impliqués dans l'expansion du palmier à huile industriel ;

#### Aux partenaires financiers et techniques :

\*d'apporter un appui multiforme aux actions menées dans le cadre de la lutte contre l'expansion du palmier à huile industriel ;

\*de saisir chaque opportunité de collaboration avec les pouvoirs publics pour introduire la question de l'expansion du palmier à huile industriel ; et

\*de soutenir toute initiative de femmes visant la promotion du palmier à huile traditionnel en vue d'assurer la subsistance dans les familles en milieu rural.

#### Aux ONG et organisations paysannes locales et internationales :

- \*de prendre le relais de la lutte contre l'expansion du palmier à huile industriel entreprise par les femmes ;
- \*faire le plaidoyer pour que des solutions claires, efficaces et adaptées soient trouvées au problème de l'expansion du palmier à huile industriel au cœur des priorités nationales ; et
- \*renforcer les capacités des femmes pour les rendre plus aptes à mener ce combat lié à l'expansion du palmier à huile industriel.

#### Aux femmes:

- \* d'être proactives pour mener le combat lié à l'expansion du palmier à huile industriel ;
- \* de s'organiser en associations et réseaux à tous les niveaux, local, national, sous régional, régional et international, afin d'être plus fortes ; et
- \* de dénoncer toute forme de violation de leurs droits liée à l'expansion du palmier à huile industriel.

Fait à Mundemba le 28 janvier 2016

# Déclaration de Port Loko : « Nous voulons récupérer nos terres ! » disent les femmes



Women met form 14 to 15 August 2017 in Port Loko, Sierra Leone

#### Les femmes et l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile

Nous, responsables des groupes de femmes originaires de toutes les régions de la Sierra Leone et de différents pays d'Afrique occidentale et centrale, affectées par l'expansion des plantations industrielles en monoculture, tout particulièrement les plantations de palmiers à huile;

Nous, organisations nationales et internationales impliquées dans la lutte pour les droits des femmes et des communautés locales en Afrique, en Amérique latine et en Asie, signataires de cette déclaration, nous sommes réunies les 14 et 15 août 2017 à Port Loko, en Sierra Leone.

Considérant le rôle essentiel joué par les femmes pour assurer la subsistance de leurs familles et garantir de la nourriture pour leurs enfants ;

Considérant le rôle essentiel de la terre dans la production de l'alimentation pour les familles ;

Considérant l'importance et la **diversité de l'utilisation** traditionnelle des palmiers à huile, qui peut aller des matériaux de construction aux médicaments en passant par l'alimentation, qui permettent la fabrication de plus de 30 produits différents d'une grande importance pour les moyens d'existence des femmes ;

Considérant les impacts et les violations des droits humains subis par les femmes, notamment l'augmentation dramatique des violences sexuelles contre les femmes et les enfants qui sont la conséquence des concessions accordées aux entreprises d'huile de palme qui envahissent les territoires des communautés ;

Considérant le devoir des gouvernements de protéger les droits des populations et des femmes, tels qu'inscrits dans plusieurs conventions relatives aux droits humains **qui ont été signées**;

Conscients du fait que les femmes jouent un rôle central dans la lutte contre l'accaparement des terres et le pillage de leurs communautés ;

#### Nous dénonçons :

- les plantations en monoculture, particulièrement les plantations de palmiers à huile, qui dérobent aux femmes tout ce qu'elles ont en s'emparant des terres agricoles et des forêts dont elles dépendent pour subsister et nourrir leurs familles;
- l'expansion des plantations de palmiers à huile, qui entraînent une augmentation importante des prix des aliments locaux en raison de la perte des terres agricoles servant à la production alimentaire et, en conséquence, la nécessité d'importer de la nourriture de régions lointaines, entraînant en outre une menace pour la sécurité alimentaire;
- les entreprises qui font miroiter toutes sortes de promesses (comme des écoles ou des hôpitaux) qui ne se réalisent jamais;
- l'absence de participation des femmes aux processus de prise de décision liés aux plantations de palmiers à huile, dans la mesure où elles ne sont ni invitées aux réunions ni consultées, et où les femmes dans les pays de la région ne sont même pas autorisées à posséder ou acheter des terres;

- que, de ce fait, seuls des hommes participent à ces processus de prise de décisions et que les familles dont aucun membre n'est un homme en sont exclues ;
- les chefs et les chefs suprêmes qui acceptent des pots-de-vin, ce qui fait que des concessions soient souvent accordées sans l'accord des femmes ni de la communauté dans son ensemble;
- les entreprises, qui n'emploient pas de main d'œuvre locale mais font venir des personnes de l'extérieur ou, si elles embauchent localement quelques personnes, établissent une discrimination à leur encontre et ne leur accordent que les postes au bas de l'échelle hiérarchique, avec des conditions de travail précaires, comme les tâches dangereuses liées à l'épandage de produits agrotoxiques sans équipement de sécurité adéquat;
- les sociétés de plantations et les membres des familles qui ne considèrent les femmes que comme des manœuvres ;
- les horaires prolongés que doivent effectuer les ouvrières et qui mettent en danger leurs enfants;
- l'expansion des plantations, qui amène les femmes et les enfants à subir une violence accrue et des violences sexuelles comme des viols et d'autres formes de harcèlement sexuel, avec pour conséquence que les femmes ne peuvent plus circuler librement et ont peur de quitter leurs maisons ou d'aller au travail;
- l'intimidation ou la criminalisation des femmes qui dénoncent les impacts des plantations et la violation de leurs droits.

#### Les femmes demandent:

- une participation complète des femmes à toutes les décisions concernant les terres. Les femmes veulent que leurs droits de posséder des terres et de prendre les décisions concernant ces terres soient respectés ;
- le droit pour les communautés et les femmes de dire non aux plantations industrielles de palmiers à huile;
- le respect des droits des communautés ;
- le droit pour les femmes de s'exprimer librement
- que les conditions pour céder des terres à des entreprises et que les contrats correspondants soient au moins révisés et que les entreprises tiennent leurs promesses;
- Un accès à l'éducation et de plus grandes garanties de sécurité pour leurs enfants la restitution de leurs terres par les entreprises industrielles de plantations;
- une protection pour les femmes et les défenseurs des droits humains contre l'intimidation et la violence.

Nous, femmes, nous voulons récupérer nos terres et nos forêts de façon à profiter d'une agriculture qui nous nourrit. Nous voulons un changement qui nous assure des moyens d'existence qui permettent une vie saine et épanouie, dans la dignité, pour nos communautés.